

TERMINOLOGIE JURIDIQUE ET ENJEUX INTERCULTURELS EN COMMUNICATION SPÉCIALISÉE MULTILINGUE

TERMINOLOGIA JURÍDICA E QUESTÕES INTERCULTURAIS NA COMUNICAÇÃO ESPECIALIZADA MULTILINGUE

Christina Dechamps*

RÉSUMÉ

Dans cet article, nous nous proposons d'analyser plusieurs options de traduction de quelques termes à équivalence partielle sur la base d'un corpus réunissant les traductions de textes juridiques élaborées par des étudiants portugais en formation initiale et continue, de 2012 à 2021, mais aussi les fiches terminologiques rédigées par ces mêmes étudiants pour le glossaire de la classe. L'objectif de cette analyse est de mettre en évidence les stratégies adoptées face à certains problèmes de traduction au niveau terminologique préalablement identifiés et de répondre aux questions suivantes. Comment la charge culturelle de certains termes et leur problème d'équivalence en langue cible sont-ils gérés ? Quel positionnement le (futur) traducteur assume-t-il ? Ethnocentrisme avec la recherche d'équivalents fonctionnels, respect de la culture d'origine avec l'emploi d'équivalents formels ou de paraphrases ou encore aveu d'échec dissimulé avec le recours à la transcription ? Quelles solutions terminologiques sont privilégiées par le traducteur pour l'enrichissement des fiches terminologiques du glossaire de la classe ? Enfin, suivant le(s) choix opéré(s), de quelle manière les effets juridiques du texte source sont-ils préservés dans le texte cible en tenant compte des cultures juridiques qui sont en jeu ?

Mots-clés : terminologie ; traduction juridique ; communication interculturelle

RESUMO

Neste artigo, propomos analisar várias opções de tradução de alguns termos com equivalência parcial na base de um corpus que reúne as traduções de textos jurídicos produzidos por alunos portugueses em formação inicial e contínua, de 2012 a 2021, mas também as fichas terminológicas elaboradas por esses mesmos alunos para o glossário da turma. O objetivo desta análise é evidenciar as estratégias adotadas face a determinados problemas de tradução a nível terminológico identificados anteriormente e responder às seguintes questões. Como a carga cultural de determinados termos e o seu problema de equivalência na língua de chegada são tratados? Que posição o (futuro) tradutor assume? Etnocentrismo com a busca de equivalentes funcionais, respeito para com a cultura da língua de partida com o uso de equivalentes formais ou paráfrases ou mesmo transcrições? Quais soluções terminológicas são selecionadas pelo tradutor para enriquecer as fichas terminológicas do glossário da turma? Por fim, dependendo da(s) escolha(s) feita(s), de que forma os efeitos jurídicos do texto de partida são preservados no texto de chegada, levando em consideração as culturas jurídicas consideradas?

Palavras-chave: terminologia; tradução jurídica; comunicação intercultural

INTRODUCTION

Le traducteur juridique est sans aucun doute un médiateur interculturel par excellence, naviguant constamment entre deux systèmes juridiques marqués profondément par l'organisation sociale et culturelle du pays dans lequel ils s'insèrent (GÉMAR, 2015, LERAT, 2020). Avec des concepts juridiques inexistantes ou partiellement équivalents en langue et/ou en culture cible, le domaine juridique est un excellent terrain pour l'étude des enjeux interculturels en communication spécialisée. En effet, chaque culture juridique présente des notions très subtiles souvent difficilement transposables dans une autre culture, même quand il y a appartenance à la même famille juridique, comme c'est le cas du droit portugais et du droit français.

Face à ces difficultés, la traduction devient un véritable exercice de décryptage (BOCQUET, 2008) ou, plus encore, de droit comparé, suivant les mots de Gémar : « Traduire des textes de nature ou de portée juridique revient à accomplir un acte de droit comparé, mais couplé à une opération traduisante » (2015, p. 481).

Ainsi, dans cet article¹, sous une perspective bilingue français-portugais et portugais-français et sur la base de l'analyse de traductions et de fiches terminologiques élaborées par les traducteurs – apprentis mais aussi confirmés

* Enseignante à l'Universidade NOVA de Lisboa (NOVA FCSH) et chercheuse au NOVA CLUNL, Lisbonne, Portugal; cdechamps@fcsch.unl.pt

Étude financée par la FCT – Fundação para a Ciência e Tecnologia, dans le cadre du projet UIDB/LIN/03213/2020 du Centro de Linguística da Universidade NOVA de Lisboa / Linguistics Research Centre of NOVA University Lisbon (NOVA CLUNL).

Orcid: <https://orcid.org/0000-0001-7614-800X>

– qui ont suivi nos formations en traduction juridique depuis 2012 à l’université NOVA de Lisbonne², nous nous proposons d’examiner, pour divers termes à équivalence partielle, les diverses stratégies de traduction adoptées par nos étudiants dans une tentative de transfert des concepts juridiques d’une langue à une autre, d’une culture à une autre, tout en essayant de respecter les idiosyncrasies du discours juridique.

STRATÉGIES DE TRADUCTION

Malcolm Harvey (2002, 2009) propose quatre stratégies de traduction pour les textes juridiques afin d’assurer une médiation linguistique mais aussi culturelle efficace, particulièrement en ce qui concerne les notions en langue source à équivalence partielle en langue cible. Ces stratégies d’équivalence pour « traduire l’intraduisible » (HARVEY, 2002) sont les suivantes : l’équivalence culturelle ou fonctionnelle, l’équivalence formelle, la traduction descriptive ou la transcription.

L’équivalence fonctionnelle est une stratégie qui consiste à trouver dans la langue et culture cibles un terme qui renvoie à une notion similaire et que l’on peut considérer de ciblisme (LADMIRAL, 1998). Dans ce cas, le traducteur s’engage dans un effort d’adaptation culturelle, tout en établissant une connivence avec son lecteur, plutôt non-spécialiste. Toutefois, ce n’est pas une option sans danger, surtout au niveau des effets juridiques du texte traduit. Pour cette raison, cette option est souvent rejetée par le spécialiste et qualifiée d’ethnocentrique ou d’autocentrée.

Supremo Tribunal de Justiça > Cour de cassation
Termo de identidade e residência > contrôle judiciaire

L’équivalence formelle, quant à elle, renvoie à une stratégie qui se rapproche de la traduction littérale et qui relève de la traduction dite sourcière (LADMIRAL, 1998). Cette option mise sur la transparence et sur le respect de la culture d’origine. Pourtant, cette transparence, parfois trompeuse, peut présenter l’effet contraire dans certains cas, en créant de véritables problèmes de compréhension (LERAT, 2020). C’est le cas notamment de *tribunal de cassação* où il faut savoir que le terme *cassação* renvoie à un concept nettement plus restreint dans le droit portugais (v. *cassação da carta de condução* – annulation du permis de conduire). Par ailleurs, une traduction plus littérale soulève la problématique des calques, longtemps dénigrés et pourchassés dans tout acte traductif.

Supremo Tribunal de Justiça > Cour suprême de justice
Cour de cassation > Tribunal de cassação
Termo de identidade e residência > déclaration d’identité et de résidence

Pour ce qui est de la transcription, on a ici une stratégie qui consiste à reproduire le terme original dans le texte en langue cible. Si cette stratégie démontre un respect de la culture d’origine qui plaira à tout spécialiste en droit, c’est aussi pour le traducteur un aveu d’échec qui alourdit stylistiquement le texte, tout en le rendant plus opaque pour le lecteur non initié.

Finalement la traduction descriptive est une stratégie qui cherche à souligner les spécificités culturelles de chaque notion juridique en employant des termes génériques, pourvus ou non d’une brève formulation descriptive. Là, on se rapproche du concept de sous-traduction énoncé par Ladmiral en 1998. Les avantages de cette stratégie est qu’elle permet de tenir compte des deux cultures, tout en alliant précision et facilité de lecture. Cependant trouver les formules brèves à la fois adéquates et précises relèvent du défi. D’ailleurs, il est souvent conseillé d’ajouter le terme original entre parenthèses, à la suite d’une formulation plus générique ou d’un hyperonyme.

Supremo Tribunal de Justiça > cour suprême

Termo de identidade e residência > mesure judiciaire de restriction de libertés en droit portugais (qui consiste notamment en une déclaration des prévenus...)

2. Les étudiants en formation initiale concernés par cette étude sont principalement des étudiants de 3^e année de la licence en traduction qui suivent notre Séminaire de Traduction consacré à la traduction juridique. Quant aux étudiants en formation continue, ce sont des traducteurs en activité qui comptent plusieurs années d’expérience et qui suivent des formations courtes proposées par la NOVA FCSH.

Face au vide conceptuel, aucune de ces stratégies n'est forcément la meilleure, même si celles-ci sont à la base des équivalents en langue cible proposés par les dictionnaires et bases de données terminologiques bilingues et multilingues qui décrivent la langue du droit. En fait, le choix entre ces quatre possibilités doit être fondé sur des critères stylistiques, idéologiques mais avant tout, communicationnels, aussi bien au niveau linguistique qu'au niveau culturel. C'est donc ici que va intervenir la perspicacité – mais aussi la subjectivité – du traducteur en tant que médiateur interculturel, conscient de la situation de communication dans laquelle s'insère sa traduction et de son rôle dans l'efficacité de la communication entre deux sphères linguistiques et culturelles. Autrement dit, il est essentiel que ce choix tienne compte de l'identité et des attentes du destinataire, ainsi que de la fonction du document traduit.

Un bon exemple de cette problématique est celui de la traduction du terme *crime* en portugais, concept beaucoup plus large que celui de *crime* en français (il recouvre en portugais à la fois les concepts de *crime* et de *délit*). Il conviendra ainsi, suivant le contexte, de traduire ce terme par *infraction*, en recourant ainsi à une sous-traduction (traduction descriptive), et non par *crime*, au risque de créer un réel problème juridique, vu que tous les *crimes* portugais ne sont pas forcément des *crimes* français, mais parfois des *délits*. En d'autres mots, derrière le choix de chaque stratégie, résident des enjeux interculturels où il convient de ne pas perdre de vue la question des effets juridiques de la traduction proposée.

CORPUS

Vu les difficultés de traduction énoncées ci-dessus et les différentes stratégies proposées par Harvey, il nous a donc semblé pertinent d'analyser de plus près les traductions élaborées par nos étudiants en formation – initiale et continue – et de considérer leurs choix stratégiques pour surmonter les problèmes terminologiques rencontrés dans les textes.

Il faut savoir que ces mêmes étudiants sont amenés à traduire des textes juridiques de différentes typologies et genres discursifs, du portugais vers le français et vice-versa. Par exemple, on y retrouve, pour le discours juridictionnel (BOCQUET 2008), des commissions rogatoires, des jugements de divorce et des ordonnances de référé et, pour le discours juridico-administratif, des actes de naissance, des actes de décès, des testaments, des procurations, des statuts et des extraits de casier judiciaire.³

Pour faciliter l'analyse, toutes ces traductions ont été compilées, depuis 2012, dans un corpus électronique qui est à la base de cette étude. Ce corpus se divise en deux sous-corpus : 1) sous-corpus PT-FR et sous-corpus FR-PT. Dans chaque sous-corpus, on y retrouve la même division, à savoir : 1) corpus *actes d'état civil* ; 2) corpus *extraits de casier judiciaire* ; 3) corpus *procurations* ; 4) corpus *testaments* ; 5) corpus *statuts* ; 6) corpus *commissions rogatoires* ; 7) corpus *ordonnances de référé* ; 8) corpus *jugements de divorce*. Et chacun de ces petits corpus comporte des annotations qui identifient les auteurs des traductions collectées ; annotations qui permettent de distinguer les deux types de traducteurs – apprentis ou confirmés – et d'établir, lors de l'analyse des données, des comparaisons dont les résultats pourraient s'avérer intéressants.

Il ne s'agit pas d'un corpus très étendu⁴, notamment en raison de la longueur assez réduite des textes qui sont donnés à traduire⁵ et du nombre peu élevé d'étudiants participant à ces formations. Par ailleurs, plusieurs des traductions intégrées dans le corpus sont en réalité des traductions collectives, et non individuelles. Toutefois, malgré sa taille réduite, ce corpus présente des données linguistiques et discursives authentiques et précieuses pour l'étude de différents processus traductifs chez les traducteurs novices ou expérimentés. En effet, la taille d'un corpus doit avant tout être considérée en fonction des objectifs de la recherche. Plus la recherche est spécifique, plus le corpus risque d'être restreint ; ce qui ne remet pas forcément en cause la représentativité des données fournies par ce même corpus, vu que les critères de sélection des textes à intégrer et les objectifs de la recherche sont bien définis dès le départ.

3. Le discours normatif est aussi considéré, étant donné que les textes juridico-administratifs et surtout les textes juridictionnels citent souvent des extraits de codes, lois ou autres documents normatifs.

4. Ce corpus présente actuellement environ une centaine de milliers de mots mais, chaque année, avec le travail réalisé dans chacun des groupes-classes, il s'enrichit de quelques milliers de mots.

5. Ces textes, intégraux ou extraits, ne comportent pas plus de 300 mots.

TERMES À ÉQUIVALENCE PARTIELLE ET DICTIONNAIRES TERMINOLOGIQUES

Même si une centaine de termes juridiques à équivalence partielle⁶ ont déjà été analysés dans le corpus décrit ci-dessus, on a pris l'option, dans le cadre de cet article, de s'attarder en particulier sur la traduction de quatre termes en langue portugaise : *cartão de cidadão*, *freguesia*, *número de contribuinte*, *união de facto*.

Ces termes - très fréquents et transversaux à l'ensemble des discours juridiques - sont, entre autres, employés pour identifier les personnes physiques – et parfois même morales – dans la plupart des textes repris dans le corpus et renvoient à des réalités qui coïncident en partie avec celles présentes dans la culture juridique française. De là, ils sont à l'origine de doutes très fréquents chez le traducteur.

Le *cartão de cidadão* est une pièce d'identité munie d'une puce électronique, comportant une information assez complète sur son titulaire : en plus des renseignements usuels que l'on retrouve sur toute carte d'identité, elle consigne aussi le *número de contribuinte*, le numéro de sécurité sociale (*número de segurança social*) et le numéro d'assurance-santé (*número de utente de saúde*). Ce document assez récent coexiste encore avec l'ancien modèle de carte d'identité en carton plastifié.⁷

La *freguesia* renvoie à une division administrative similaire à celle que l'on connaît sous le nom d'*arrondissement* en France mais elle est présente sur tout le territoire portugais, même dans les zones rurales.

Le *número de contribuinte*, appelé aussi *número de identificação fiscal* ou *NIF* est un numéro octroyé à toute entité contribuable (personne physique et personne morale) se trouvant au Portugal.⁸

L'*união de facto* est une union civile reconnue *de facto* en tant que telle, après deux ans de cohabitation. Aucun contrat n'est signé mais l'union est reconnue par l'État et permet de bénéficier de certains avantages, notamment fiscaux et normalement octroyés aux personnes mariées.⁹

Avant de passer à l'analyse des traductions de ces termes proposées par les étudiants en traduction et les traducteurs déjà confirmés impliqués dans notre étude, il nous a paru judicieux de voir de plus près l'information fournie par les références terminographiques bilingues/multilingues les plus significatives pour la paire linguistique PT-FR, sachant que ces références, habituellement consultées au moment de la traduction de textes juridiques, vont d'une certaine manière influencer le choix pour certains équivalents.

Pour la paire linguistique en question, les références sont peu nombreuses, à savoir :

- ANDRADE, Maria Paula Gouveia. (2008). Dicionário jurídico Português - Francês / Francês – Português (400 p.)
- COIMBRA, Ana Cristina. (2010). Dicionário jurídico Português - Francês / Francês – Português (192 p.)
- LOPES, Oscar. (2009). Dicionário jurídico Português - Francês. Coimbra: Almedina (3.^a ed. 2019 – 548 p.)
- IATE, base de données terminologique de l'Union européenne, disponible sur Internet.

Dans Andrade (2008), aucun des quatre termes sélectionnés n'est recensé. Coimbra (2010) ne dédie qu'une entrée à *freguesia*. Lopes (2019) et IATE, plus complets, ne décrivent pas les termes *cartão de cidadão* e *número de contribuinte*, respectivement. Ces oublis renforcent l'idée que même les meilleurs dictionnaires s'esquivent de la difficulté représentée ici par des termes à équivalence partielle.

6. Ces termes à équivalence partielle renvoient donc à des réalités juridiques portugaises ou françaises qui n'ont pas de correspondant exact dans la culture juridique cible. Et cela, aussi bien au niveau administratif (*agrupamento escolar*, *junta de freguesia*, *préfecture*, ...), législatif (*assembleia da República*, *decreto-lei*, *sénat*, *ordonnance*, ...) ou judiciaire (*juízo de paz*, *termo de identidade e residência*, *cour d'assises*, *mis en examen*, ...).

7. Si ce dernier document a tendance à disparaître, étant progressivement remplacé par le *cartão de cidadão*, on continue à retrouver des occurrences de ce terme (*bilhete de identidade*) dans les textes juridiques en langue portugaise.

8. Pour plus d'informations, voir <https://eportugal.gov.pt/servicos/pedir-o-numero-de-identificacao-fiscal-para-pessoa-singular> (consulté le 23 nov. 2021).

9. Pour plus d'informations, voir <https://eportugal.gov.pt/cidadaos/casar-ou-viver-em-uniao-de-facto> (consulté le 23 nov. 2021).

Tableau 1. équivalents proposés dans les dictionnaires juridiques bilingues (PT-FR)

PT	FR (ANDRADE, 2008)	FR (COIMBRA, 2010)	FR (LOPES, 2019)	FR IATE
<i>Cartão de cidadão</i>				Carte de citoyen Charte de citoyen
<i>Freguesia</i>		Arrondissement	Division administrative du territoire immédiatement inférieur à la commune (concelho) Freguesia	Paroisse Arrondissement Freguesia Paroisse civile Section de commune District communal
<i>Número de contribuinte</i>			Numéro d'identification fiscale Numéro de contribuable	
<i>Número de identificação fiscal</i>			Numéro d'identification fiscale Numéro de contribuable	Numéro d'identification fiscale NIF
<i>União de facto</i>			Union libre	Union libre Concubinage Union non matrimoniale Union de fait Union hors mariage

Pour le seul terme traité par Coimbra (2010), c'est l'équivalence fonctionnelle qui est privilégiée, comme c'est d'ailleurs le cas pour la plupart des termes dits difficiles quand ils sont considérés dans l'ouvrage. Plus respectueux de la culture d'origine, Lopes, quant à lui, préfère l'équivalence formelle ou la traduction descriptive ou encore la transcription. Le IATE, à son tour, propose souvent plusieurs options qui relèvent des quatre stratégies décrites par Harvey ; ce sera au traducteur de faire son choix, sans que, pour autant, la base de données terminologiques de l'Union européenne ne lui donne des pistes. D'ailleurs, certaines propositions d'équivalents sont assez discutables, comme c'est le cas de *charte du citoyen* pour *cartão de cidadão*. D'une façon ou d'une autre, les quatre ouvrages pèchent par l'absence (ou le peu) d'informations conceptuelles et contextuelles ou encore de marques d'usage.

TERMES À ÉQUIVALENCE PARTIELLE ET TRADUCTION

À présent, face aux problèmes de traduction évoqués pour les termes à équivalence partielle et les limites des dictionnaires juridiques bilingues/multilingues consultés, quelles sont les tendances observées dans notre corpus de traductions en ce qui concerne les stratégies d'équivalence adoptées ?

La première observation à faire est qu'il n'existe aucune différence manifeste entre les deux groupes de traducteurs concernés (formation initiale et formation continue) pour ce qui est du type des stratégies de traduction utilisées ; les préférences des uns sont aussi celles des autres, du moins pour les termes analysés dans notre corpus.

Tableau 2. types de stratégies de traduction utilisées par les traducteurs en formation initiale et continue pour *cartão de cidadão*

<i>Cartão de cidadão</i>	Équivalence fonctionnelle	Équivalence formelle	Traduction descriptive
Groupe 1 – Formation initiale	68,42%	8,77%	22,81%
Groupe 2 – Formation continue	64,71%	14,71%	20,59%
Groupe 1 + Groupe 2	67,03%	10,99%	21,98%

La deuxième constatation est que, en règle générale, l'ensemble des traducteurs en cause dans cette étude préfèrent l'équivalence fonctionnelle qui ne sera écartée qu'en cas de méconnaissance des réalités juridiques de la culture cible. Dans ce cas, ils se rabattent préférentiellement sur l'équivalence formelle.¹⁰

Il existe ainsi un réel effort d'adaptation interculturelle, malheureusement pas toujours efficace comme on le verra plus loin, doublé d'une volonté de fuir le fantôme de la traduction littérale (GAWRON-ZARBORSKA, 2000) qui se cache derrière l'équivalence formelle et à laquelle les traducteurs ne recourent qu'en cas de blocage dans leurs recherches d'équivalents fonctionnels.

Tableau 3. équivalents proposés par les étudiants en formation initiale et continue

	Équivalence fonctionnelle	Équivalence formelle	Traduction descriptive	Transcription
<i>Cartão de cidadão</i>	Carte d'identité Carte nationale d'identité	Carte de citoyen	Pièce d'identité Pièce nationale d'identité Document d'identification Document d'identité	Quand elle est utilisée (très rarement), elle est associée à la traduction descriptive
	67,03%	10,99%	21,98%	
<i>Freguesia</i>	Arrondissement Paroisse		Circonscription Circonscription administrative Paroisse civile	Quand elle est utilisée (très rarement), elle est associée à la traduction descriptive
	80,77%		19,23%	
<i>Número de contribuinte / Número de identificação fiscal</i>		Numéro d'identification fiscale		
		100%		
<i>Número de contribuinte / número de identificação de pessoa coletiva</i>	Numéro Siren	Numéro d'identification de personne morale		
	22,22%	77,78%		
<i>União de facto</i>	PACS Pacs			União de facto
	71,43%			28,57%

De cette manière, *freguesia* deviendra généralement *arrondissement*, traduction assez problématique quand le texte se réfère à des *freguesias* qui se situent en pleine campagne portugaise. *Cartão de cidadão*, quant à lui, est souvent traduit par *carte (nationale) d'identité*, traduction correcte mais bancale quand le texte portugais mentionne à la fois des personnes

10. Voir propositions de traduction dans le tableau 3 ci-après.

physiques identifiées par leur *cartão de cidadão* et d'autres, par leur *bilhete de identidade*. Même s'ils ont relativement les mêmes fonctions, il s'agit bien de documents différents. Finalement, *união de facto* suit la même tendance ; l'équivalent fonctionnel *pacs* est privilégié dans les traductions réalisées, même si ce dernier terme comporte un trait conceptuel non présent dans le concept d'*união de facto* qui ne connaît pas de contrat, contrairement au *pacs*.

Numéro Siren – proposition adéquate pour *número de identificação de pessoa coletiva*, pourtant incorrecte quand on a un *número de contribuinte* ou *número de identificação fiscal* qui se rapporte à des personnes physiques - est un équivalent fonctionnel ici souvent écarté au détriment de l'équivalence formelle. Par ailleurs, l'équivalent fonctionnel *numéro fiscal* pour *número de identificação fiscal* est aussi complètement ignoré par les étudiants qui préfèrent *numéro d'identification fiscale*, d'ailleurs recommandé de façon tranchée par le IATE.

TRADUCTION JURIDIQUE ET ÉQUIVALENCE FONCTIONNELLE

Comme effleuré dans ces dernières lignes, l'équivalence fonctionnelle n'est pas nécessairement, avec ses limitations, la meilleure option, pouvant créer, dans certains cas, de réels problèmes, surtout au niveau des effets juridiques de la traduction. Ce constat contrarie ainsi les approches fonctionnalistes de la traduction (NORD, 2008). Or, si l'objectif de toute traduction est d'arriver à l'équivalence des textes, il est aussi important pour la traduction spécialisée – et ici, juridique – d'arriver à l'équivalence des termes afin de conserver les effets juridiques du texte original. À aucun moment, on ne peut affirmer que *freguesia* soit réellement équivalent à *arrondissement* ou le *número de contribuinte*, à *numéro Siren*. C'est pour cette raison que les spécialistes en droit préfèrent de loin l'équivalence formelle pour rester fidèle aux concepts de la langue source.

Pourtant, cette fidélité aux formulations de la langue source, souvent rejetée par les traducteurs, n'est pas forcément non plus la meilleure alternative pour une communication réussie. *Carte d'identité* ou *arrondissement* sont bien souvent plus efficaces, surtout quand on s'adresse à public moins averti, peu conscient des spécificités des réalités juridiques portugaises.

Par ailleurs, quand la communication s'insère dans une dimension, dans ce cas, plus francophone, l'équivalence fonctionnelle présente encore d'autres écueils, en plus de ceux déjà évoqués ci-dessus. Par exemple, *numéro Siren* pourra ne pas être compris par un destinataire belge ou suisse francophone qui connaît plutôt cette réalité sous la dénomination *numéro d'entreprise* ou *numéro d'identification des entreprises* (IDE)¹¹, respectivement. D'ordinaire, cette dimension francophone est toujours – ou presque – négligée par les traducteurs, même les plus expérimentés, alors qu'elle est cruciale pour éviter un ethnocentrisme basé sur la langue cible (ici, franco-français) et pour assurer une communication efficiente qui tienne compte des différentes cultures juridiques, et en particulier de celle du destinataire, au détriment de la culture traditionnellement de référence pour la langue cible en question.

Au-delà des différences terminologiques d'ordre diatopique, d'autres aspects culturels doivent être également considérés. Ainsi, l'équivalent fonctionnel *paroisse* est également à éviter, étant donné qu'il se réfère à une réalité à caractère religieux qui n'est plus de mise aujourd'hui dans la société française.¹²

PROJET DE TERMINOGRAPHIE PÉDAGOGIQUE BILINGUE

Afin d'aider nos traducteurs en formation dans le choix des meilleures stratégies d'équivalence terminologique, a été développé un projet de terminographie pédagogique bilingue (PT-FR/FR-PT) qui prend en considération la dimension interculturelle et communicationnelle de la traduction spécialisée. Ce glossaire d'apprentissage (VERLINDE ; BINON ; SELVA, 2006 ; DECHAMPS, 2020b), dynamique et collaboratif, s'enrichit du travail de chaque groupe-classe avec l'introduction de nouvelles fiches terminologiques des termes jugés difficiles et rencontrés dans les textes à traduire ou alors avec la correction ou l'étoffement de fiches déjà rédigées. Il s'agit avant tout d'un projet pédagogique, plutôt que strictement terminographique.

Toutefois, malgré son caractère formateur qui pourrait induire une certaine simplification dans l'information terminologique fournie, il existe une certaine volonté de rigueur dans la description des termes afin de répondre

11. Pour plus d'informations, voir HYPERLINK "<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/registres/registre-entreprises/numero-identification-entreprises/ide-general.html>" L'IDE en général | Office fédéral de la statistique (admin.ch) (consulté le 27 nov. 2021).

12. Cette dimension religieuse n'est d'ailleurs plus présente actuellement dans le concept portugais.

aux doutes survenus lors de l'acte traductif. Ainsi, ces fiches sont marquées par un souci manifeste d'introduire une définition simple mais complète des termes vedettes, des marques d'usage sur les propositions d'équivalents en langue cible, en passant notamment par la reproduction d'exemples authentiques d'utilisation de ces mêmes termes en contexte. Pour ce faire, ce projet pédagogique suit le cadre méthodologique proposé par Boulton et Tyne (2014) qui défendent le Data-Driven Learning (ou Approche sur Corpus) en cours de langue étrangère ou de traduction, une façon de « préparer les apprenants à des situations de communication véritable en langue cible » (2014, p. 22). Ainsi, sur la base de l'observation et de l'analyse critique de divers corpus de textes authentiques, comme préconisé en linguistique de corpus, les étudiants, déjà sensibilisés à la question des stratégies d'équivalence, en retirent l'information considérée comme pertinente, information consignée et systématisée dans les fiches terminologiques qui pourront par la suite être consultées par leurs camarades de classe (DECHAMPS, 2020a).

cartão de cidadão

Catégorie grammaticale : subst. masc.

Définition :

Cartão, emitido por autoridade competente, que permite a cada cidadão identificar-se presencialmente e perante serviços informatizados através de um conjunto de dados pessoais (fotografia, impressão digital, assinatura, números de identificação relativos a diversos organismos, etc.) (in [cartão | Definição ou significado de cartão no Dicionário Infopédia da Língua Portuguesa \(infopedia.pt\)](#))

Exemple en contexte PT : O **Cartão de Cidadão** tem de ser renovado quando perde a validade ou se alteram dados pessoais que constem do cartão (exceto a morada). A renovação pode ser feita de três formas: automática, online ou presencialmente. (in [Renovar o Cartão de Cidadão - ePortugal.gov.pt](#))

Traduction :

- **document d'identification, pièce d'identité** (hyperonymes)
- **carte d'identité** (équivalent fonctionnel)
- **carte de citoyen** (équivalent formel)

Exemple en contexte FR :

Vous devez présenter une pièce d'identité en cours de validité (**carte d'identité** ou passeport) pour être autorisé à accéder aux bâtiments du Parlement européen. (in [Parliamentarium | Visiter | Parlement européen \(europa.eu\)](#))

Illustration 1. fiche terminologique de *cartão de cidadão*

freguesia

Catégorie grammaticale : subst. fém.

Définition : division administrative du territoire immédiatement inférieure à la commune (*concelho*) (LOPES)

Exemple en contexte PT :

"Benfica é uma **freguesia** portuguesa do concelho de Lisboa, com 7,94 km² de área e 36 821 habitantes (2011). Densidade: 4 637,4 hab/km²" (in <https://www.jf-benfica.pt/freguesia/junta-de-freguesia/>)

Traduction :

- **arrondissement** (quand on se réfère à une grande ville) (équivalent fonctionnel)
- **localité** (quand on se réfère à un village) ou **quartier** (quand on se réfère à une ville) - (attention, on perd ici la notion de division administrative)
- **circonscription** (hyperonyme)
- **paroisse civile** (traduction descriptive)

Exemple en contexte FR :

"Les **arrondissements** de Paris sont des divisions administratives intracommunales qui partagent Paris, la capitale de la France, en vingt arrondissements municipaux." (in https://fr.wikipedia.org/wiki/Arrondissements_de_Paris)

"Capitale la plus à l'ouest de l'Europe, Lisbonne est aussi la plus grande ville du Portugal. Située à l'embouchure du Tage, elle est divisée en 24 *freguesias* (**paroisses civiles** ou **arrondissements**.)"

(in [L'embouchure du Tage \(geo.fr\)](#))

"Les habitants de 19 **quartiers** de la banlieue nord de Lisbonne où persistent des foyers de contagion au coronavirus seront de nouveau confinés à domicile à partir du 1er juillet, a annoncé jeudi le Premier ministre Antonio Costa."

(in [Coronavirus : 19 quartiers de la banlieue de Lisbonne reconfinés - Le Parisien](#))

Illustration 2. fiche terminologique de *freguesia*

número de contribuinte

Catégorie grammaticale : subst. masc.

Définition : O número de identificação fiscal (NIF), ou número de contribuinte, permite identificar os cidadãos perante a Autoridade Tributária (AT). Este número é composto por nove dígitos (os primeiros 8 sequenciais e o último de controlo) e destina-se exclusivamente ao tratamento de informação fiscal e aduaneira. Cada cidadão pode ter apenas um NIF. Este é automaticamente atribuído com o cartão de cidadão ou pode ser solicitado separadamente. (in [O que é o número de contribuinte e para que serve? \(santander.pt\)](#))

Synonymes : número de identificação fiscal ou NIF (dénomination officielle)

Exemples en contexte PT :

O pedido de atribuição de **Número de Identificação Fiscal (NIF)** é um serviço que permite o registo de um cidadão, residente ou não em território nacional, na base de dados da Administração Fiscal. O NIF é atribuído no momento do pedido, através de declaração verbal, resultando de imediato na disponibilização de um documento provisório de identificação, com a menção do NIF, até à emissão do Cartão de Cidadão. Os cidadãos estrangeiros também recebem um documento provisório de identificação, com a menção do NIF, até à emissão do Cartão de Contribuinte.

A provedora de Justiça esclareceu, em comunicado, que o **número de contribuinte** é destinado exclusivamente ao tratamento de informação fiscal ou aduaneira e não pode ser exigido como meio obrigatório de identificação noutras situações. (in [Se lhe pedirem o NIF para se identificar pode dizer "não" \(tsf.pt\)](#))

Traduction :

- **numéro d'identification fiscale** (équivalent formel)
- **numéro fiscal** ou **numéro fiscal de référence** (équivalent fonctionnel)
- **numéro SIREN** (équivalent fonctionnel, utilisé en France pour les entreprises, voir *NIPC - número de identificação de pessoa coletiva*)
- **numéro d'entreprise** (équivalent fonctionnel, utilisé en Belgique pour les entreprises)
- **numéro d'identification des entreprises** ou **IDÉ** (équivalent fonctionnel, utilisé en Suisse pour les entreprises)

Exemple en contexte FR :

Il n'existe pas un **NIF (numéro d'identification fiscale)** européen, chaque État ou territoire a sa propre organisation et détermine individuellement la structure et les caractéristiques de cette référence. Quelques pays ne délivrent pas de NIF, ils utilisent un autre numéro permettant néanmoins un niveau d'identification aussi élevé. En France, le NIF est connu pour les personnes physiques sous le nom de « **Numéro fiscal** » ou « **Numéro fiscal de référence** » (à ne pas confondre avec le revenu fiscal de référence). Pour les entreprises, il correspond au numéro SIREN. (in [Qu'est-ce que le NIF ? | economie.gouv.fr](#))

Illustration 3. fiche terminologique de *número de contribuinte*

união de facto

Catégorie grammaticale : subst. fém.

Définition : relação entre duas pessoas que pressupõe convivência análoga à dos cônjuges, mas sem o vínculo do matrimónio (in [união | Definição ou significado de união no Dicionário Infopédia da Língua Portuguesa \(infopedia.pt\)](#))

Synonymes : união livre

Exemple en contexte PT : Embora a **união de facto** não seja um estado civil, o seu reconhecimento tem alguns efeitos semelhantes ao casamento. Uma das principais diferenças é que as pessoas que vivem em união de facto não são herdeiras uma da outra. (in [Casar ou viver em união de facto - ePortugal.gov.pt](#))

Traduction :

- **union libre** (équivalent formel - voir *união livre*)
- **concubinage** (équivalent fonctionnel)
- **pacte de solidarité civile** ou **PACS** ou **Pacs** (équivalents fonctionnels)

Exemple en contexte FR : Lorsque l'on souhaite vivre en couple, il est possible de choisir entre le **concubinage (union libre)**, le **Pacs** ou le mariage. Les droits et obligations qui en résultent diffèrent si vous êtes concubin, pacsé ou marié. (in [Mariage, Pacs ou concubinage \(union libre\) : quelles différences ? | service-public.fr](#))

Illustration 4. fiche terminologique de *união de facto*

Après quelques tentatives plutôt timides et en partant d'un petit glossaire rudimentaire qui était déjà disponible sur la plateforme Moodle dédiée à ces formations, ce projet de glossaire collaboratif a pleinement démarré lors de l'année scolaire 2020-21 et compte déjà 63 fiches FR-PT et 43 fiches PT-FR. Il présente l'avantage de développer à la fois les compétences linguistique, interculturelle et stratégique des traducteurs en formation, tout en favorisant l'apprentissage inductif, l'autonomie et l'esprit critique face à des données linguistiques et discursives authentiques disponibles. Par ailleurs, le renforcement de la présence sur les fiches terminologiques, d'informations notionnelles, contextuelles et d'usage, souvent absentes des ouvrages terminographiques traditionnels comme nous l'avons constaté précédemment, pour les termes analysés, permet aux étudiants une meilleure appréhension des écarts conceptuels existant entre plusieurs cultures juridiques, une caractérisation plus profonde des équivalents proposés et, ensuite, de meilleurs résultats au niveau de la traduction ou, en d'autres termes, de la médiation linguistique et interculturelle.

EN GUISE DE CONCLUSION

L'analyse du corpus de traductions présenté dans cet article, tout comme de l'impact du glossaire élaboré par nos étudiants sur leurs compétences en traduction, en est encore à ses débuts mais peut ouvrir de nouvelles perspectives sur les études traductologiques et terminologiques dans la paire linguistique PT-FR/FR-PT et apporter ainsi de nouveaux éclairages pour un enseignement plus interculturel mais aussi plus stratégique de la traduction juridique.

Pour finaliser, nous reprenons cette citation de l'écrivain français David Diop, retirée de son roman *Frère d'âme* :

Traduire, ce n'est jamais simple. Traduire, c'est trahir sur les bords, c'est maquignonner, c'est marchander une phrase pour une autre. Traduire est une des seules activités humaines où l'on est obligé de mentir sur les détails pour rapporter le vrai en gros. Traduire, c'est prendre le risque de comprendre mieux que les autres que la vérité de la parole n'est pas une, mais double, voir triple, quadruple ou quintuple (2018, p. 135-136).

Rien n'est plus vrai dans la traduction juridique où le traducteur est souvent amené à passer outre certains détails pour permettre la communication ; c'est le prix d'un marchandage où, pourtant, les effets juridiques du texte ne devront en aucun cas être négligés.

RÉFÉRENCES

- ANDRADE, Maria Paula Gouveia. (2008). Dicionário jurídico Português - Francês / Francês – Português. Lisboa : Quid Juris.
- DECHAMPS, Christina. (2020a). Data-Driven Learning, termos e colocações terminológicas. *Linha D'Água* 33 (1), p. 49-67. Disponible sur : Data-Driven Learning, termos e colocações terminológicas | Linha D'Água (usp.br) Consulté le 18 nov. 2021.
- DECHAMPS, Christina. (2020b). Compétence stratégique et corpus : quelques pistes pour la formation en traduction. In : Conceição, M. C., Zanola, M. T., *Terminologia e mediação linguística : métodos, práticas e atividades*. Faro : Universidade do Algarve Editora, 2020, p. 107-118. Disponible sur : <http://hdl.handle.net/10400.1/15043> Consulté le 30 nov. 2021.
- BOCQUET, Claude. (2008). La traduction juridique. Fondement et méthode. Bruxelles : DeBoeck.
- BOULTON, Alex, TYNE, Henry. (2014). Des documents authentiques aux corpus – Démarches pour l'apprentissage des langues. Paris : Didier.
- COIMBRA, Ana Cristina. (2010). Dicionário jurídico Português - Francês / Francês - Português. Lisboa : Petrony.
- DIOP, David. (2018). *Frère d'âme*. Paris : Seuil.
- GARWON-ZABORSKA, Maria. (2000). Le fantôme de la traduction littérale dans la traduction juridique. In : La traduction juridique. Histoire, théorie(s) et pratique. Actes du colloque international de Genève – 17, 18 et 19 février 2000. Disponible sur : Microsoft Word - gawronzaborcontrib.doc (tradulex.com) Consulté le 30 nov. 2021.
- GÉMAR, Jean-Claude. (2015). De la traduction juridique à la jurilinguistique : la quête de l'équivalence. *Meta* 60-3, p. 476-493. Disponible sur : <https://www.erudit.org/fr/revues/meta/2015-v60-n3-meta02462/1036139ar/> Consulté le 18 nov. 2021.
- HARVEY, Malcolm. (2002). Traduire l'intraduisible : stratégies d'équivalence dans la traduction juridique. *Les Cahiers de l'ILCEA* 3, p. 39-49. Disponible sur : <http://ilcea.revues.org/index790.html> Consulté le 18 nov. 2021.
- HARVEY, Malcolm. (2009). Le traducteur juridique face à la différence. *Traduire* 221, p. 79-85. Disponible sur : <https://journals.openedition.org/traduire/347> Consulté le 18 nov. 2021.
- IATE Base de données terminologique de l'Union européenne. Disponible sur : IATE - Search - Standard view (europa.eu) Consulté le 30 nov. 2021.

- LADMIRAL, René. (1998). Le prisme interculturel de la traduction. *Palimpsestes* 11, p. 15-30. Disponible sur : Le prisme interculturel de la traduction (openedition.org) Consulté le 18 nov. 2021.
- LERAT, Pierre. (2020). La terminologie juridique. *Revue internationale de sémiotique juridique*. Disponible sur : <https://doi.org/10.1007/s11196-020-09794-7> Consulté le 18 nov. 2021.
- LOPES, Oscar. (2009). Dicionário jurídico Português - Francês. Coimbra : Almedina.
- NORD, Christiane. (2008). La Traduction : Une activité ciblée. Introduction aux approches fonctionnalistes (2e éd. – 2020). Liège : Presses universitaires de Liège.
- VERLINDE, Serge ; BINON, Jean ; SELVA, Thierry (2006). Corpus, collocations et dictionnaires d'apprentissage. *Langue française* 150, p. 84-98. Disponible sur : https://www.persee.fr/doc/lfr_0023-8368_2006_num_150_2_6855 Consulté le 26 nov. 2021.

Reçu : 30/11/2021

Approuvé : 10/2/2022

Publié : 5/4/2022